



**ALLIANCE EUROPEENNE DU  
NUCLEAIRE**

100 % libres  
...100 % vous !

## **La CFE Énergies salue la décision du patronat de suivre la voie tracée par les syndicats il y a 4 ans**

Alors que le nouveau commissaire européen à l'énergie, opposant notoire à l'atome, s'entête, malgré ses déclarations lors de son audition de confirmation au Parlement européen, à vouloir imposer un nouvel objectif européen pour 2040 en matière de renouvelables uniquement et laissant de côté le principe d'objectifs bas carbone, la Commission européenne se prépare à présenter, à la fin du mois de février, son Clean Industrial Deal.

Dans cette perspective, des organisations patronales de plusieurs pays européens ont uni leurs forces pour créer une alliance patronale en faveur du nucléaire. Leur objectif est de peser à Bruxelles afin d'assurer au nucléaire une place clé dans le Clean Industrial Deal et garantir ainsi son avenir en Europe.

Depuis de nombreuses années, la CFE Énergies défend avec constance le principe de la neutralité technologique pour toutes les formes d'énergies bas carbone dans les textes européens. Elle plaide également pour un accès équitable aux financements européens pour ces technologies, qu'il s'agisse de la Banque Européenne d'Investissement, du programme RePowerEU ou du fonds pour la Transition Juste.

La CFE Énergies a mené ce combat lors des discussions sur le Net Zero Industry Act (NZIA), conçu pour répondre au protectionnisme assumé de l'ex-président américain Joe Biden à travers l'Inflation Reduction Act. La CFE Énergies s'est également mobilisée sur l'acte délégué en matière d'hydrogène bas carbone, y compris en cosignant à l'automne 2024 un appel intersyndical français adressé à la Présidente de la Commission. Cet acte délégué, qui se doit d'être neutre technologiquement, est désormais attendu avec beaucoup d'impatience à la suite des déclarations récentes du Vice-Président de la Commission européenne, Stéphane Séjourné.

Lors des débats enflammés de 2021 sur la taxonomie, une alliance intersyndicale européenne, regroupant 17 syndicats européens dont 8 français, s'était formée pour défendre l'inclusion du nucléaire dans cette taxonomie, la neutralité technologique bas carbone et le respect du Traité Euratom. Cette alliance européenne syndicale avait alors été saluée par la Ministre Agnès Pannier-Runacher lors du lancement de l'alliance européenne des États-Membres favorables au nucléaire.

Quand Patrick Martin souligne le caractère « inédit » de cette alliance patronale autour du nucléaire, le Président du MEDEF omet de rappeler que le monde patronal ne fait que suivre, avec quatre ans de retard, l'exemple des organisations syndicales. Si cette prise de conscience tardive est bienvenue, elle était surtout nécessaire et la CFE Énergies ne peut que saluer ce ralliement.

Face aux attaques persistantes contre le nucléaire, y compris au sein de la Commission européenne, il est en effet impératif que l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux unissent leurs forces pour défendre une industrie stratégique, essentielle à la souveraineté et à la compétitivité énergétiques de l'Europe.